

Art. 12. L'article 7 du présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 25 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE
Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 714

IS - C - 97/29148]

13 MARS 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création du service social des Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités notamment l'article 13, modifié par la loi du 19 juillet 1983;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993, et l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 7;

Vu le protocole n° 162 du Comité de Secteur XVII, conclu le 7 novembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 10 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, donné le 10 octobre 1996;

Vu l'urgence qu'il y a d'adopter les dispositions réglementaires permettant aux services sociaux constitués au sein de chacun des deux Ministères des Services du Gouvernement de la Communauté française d'adapter leur structure à la fusion desdits Ministères, fusion qui prend effet à la date du 1^{er} décembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 janvier 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 24 février 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Un service social est créé au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Ce service social relève de la compétence du Ministre de la Fonction publique, ci-après appelé « le Ministre ». Il en arrête l'organisation et le fonctionnement.

Art. 2. Les activités du service social incluent notamment :

A) au plan individuel :

1° l'aide individuelle sur les plans social, psychologique, juridique et matériel;

2° l'aide financière en cas de maladie, d'intervention chirurgicale, de cure ou de placement prescrit pour des raisons médicales, surtout quand les traitements sont coûteux et prolongés;

3° l'aide financière particulière en faveur des non-valides;

4° l'octroi d'aides financières récupérables pour faire face à des situations exceptionnelles;

5° l'intervention, à titre d'avance, lors du non paiement des sommes dues, telles que traitement, salaire, pension, indemnités, allocation...;

6° l'octroi de cadeaux de circonstances;

7° l'affiliation à une assurance collective soins de santé.

B) au plan collectif :

1° la consultation sociale pour des questions qui ne sont pas en rapport direct avec l'administration;

2° la gestion en direct ou en participation de restaurants et de cafétérias;

3° la promotion d'activités culturelles, sportives et de loisirs;

4° l'organisation de garderies et de vacances;

5° la préparation à la retraite de futurs pensionnés.

Art. 3. A condition qu'ils ne bénéficient pas d'avantages accordés par un autre service social, les bénéficiaires du service social sont :

1° les membres du personnel qui, à quelque titre que ce soit, prestent leurs services dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, pour autant qu'ils soient en service sans discontinuité depuis six mois et qu'ils exercent leurs fonctions à 50 % au moins de la durée normale des prestations. Les deux conditions ne sont pas requises pour l'application de l'article 2, A, 5° et 7°;

2° les agents admis à la retraite;

3° les membres du personnel non statutaires retraités, ayant presté leurs trois dernières années dans les Services du Gouvernement de la Communauté française;

4° les membres des cabinets ministériels des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

5° les personnes qui sont à charge de celles reprises sous les points 1° à 4°, en ce compris la personne avec laquelle le bénéficiaire vit maritalement et l'enfant habitant sous le même toit ou pour lequel un entretien est assuré;

6° les veufs, veuves et, pour les périodes pendant lesquelles ils seraient normalement restés à leur charge, les orphelins des personnes qui sont reprises sous les points 1° à 4°.

Les personnes bénéficiaires s'adressent directement au service social.

Sur proposition du conseil d'administration et après avis des représentants du Ministre, le Gouvernement peut définir d'autres catégories de bénéficiaires.

Art. 4. Le Ministre peut confier à une association sans but lucratif agréée par lui, la réalisation de tout ou partie des activités du service social. Cette association pourra, dans ce but, être subventionnée dans la limite des crédits prévus à cet effet au budget du Ministère de la Communauté française.

Aussi longtemps que le Ministre n'a pas fait usage de la faculté visée à l'alinéa 1er, les associations sans but lucratif poursuivant le même objet en application des arrêtés visés à l'article 11 peuvent poursuivre leurs activités sociales aux conditions réglementaires en vigueur le 30 novembre 1996.

A cette fin, les organes de l'association sans but lucratif agréée en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant création du service social du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation peuvent continuer à être composés pour partie de membres du personnel relevant de la Direction d'administration des bâtiments scolaires de la Communauté française et du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné ou de tout autre service y correspondant au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Les membres du personnel relevant de la Direction d'administration des bâtiments scolaires de la Communauté française et du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné ou de tout autre service y correspondant au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française continuent, dans ce même délai, à être bénéficiaires du même service social.

Art. 5. Pour être agréée, l'association sans but lucratif doit être dotée de statuts qui prévoient :

1° l'admission en tant que membres associés composant l'assemblée générale d'un maximum de 60 personnes appartenant aux catégories reprises sous les points 1° et 2° de l'article 3, à l'exclusion de toute autre, et mandatées pour moitié par chacune des deux organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation du Secteur XVII;

2° un objet social conforme au prescrit de l'article 2;

3° un conseil d'administration composé d'un maximum de 16 membres désignés pour moitié par chacune des deux organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation du Secteur XVII;

4° la présence de deux représentants désignés par le Ministre qui assistent de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration et dont les compétences sont celles figurant à l'article 8;

5° la production annuelle d'un budget et de comptes dans des formes préalablement approuvées par les représentants dont question à l'alinéa précédent et reprenant l'origine et l'affectation, strictement limitée à la réalisation de son objet social, de toutes les ressources à disposition de l'association;

6° le contrôle de son budget et de ses comptes par les représentants dont question au point 4°;

7° le rapport écrit du travailleur social préalablement à toute décision relative à des cas individuels dont il est question au point A de l'article 2. Ce rapport est nécessairement rédigé en des termes qui, dans la perspective de la délibération qui doit prendre le conseil d'administration, préservent l'anonymat du demandeur.

Art. 6. L'association sans but lucratif agréée soumettra au Ministre avant le 15 avril de chaque année un rapport moral et financier relatif à l'exercice écoulé.

Art. 7. L'association sans but lucratif agréée est tenue d'obtenir l'accord du Ministre préalablement à l'organisation de tombolas, de vente d'insignes ou de toute action destinée à procurer des ressources exceptionnelles et à l'acceptation de dons et legs.

Art. 8. Les activités de l'association sans but lucratif agréée sont contrôlées par les deux représentants désignés par le Ministre parmi les agents des Services du Gouvernement titulaires d'un grade de rang 15 au moins ou parmi les membres de l'Inspection des Finances attachés à la Communauté française.

Leur compétence est une fonction de contrôle de gestion, notamment du budget et des comptes de l'association.

Sans préjudice de leur droit de recours auprès du Ministre, ils ne peuvent donner d'instructions, ni empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises.

Ils ne peuvent être membres associés.

Ils ont compétence :

1° pour participer avec voix consultative à toute réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration ainsi qu'à toute réunion organisée par le service social;

2° pour provoquer la réunion du conseil d'administration ou de l'assemblée générale;

3° donner un avis sur toute demande du Ministre relative au fonctionnement du service social;

4° pour suspendre, par la voie d'une lettre recommandée envoyée au président de l'association sans but lucratif, avec copie au vice-président, dans les cinq jours francs de la décision, toute mesure qu'ils estiment contraire à l'intérêt général, aux lois, décrets ou règlements, ou aux statuts de l'association sans but lucratif agréée.

Les motifs sont communiqués au Ministre, au président et vice-président de l'association.

Si le Ministre n'annule pas la mesure ou s'il n'a pas statué dans les quinze jours de la notification de la suspension, la décision est exécutoire.

Les représentants du Ministre peuvent prendre connaissance sur place de toutes les pièces relatives à la gestion de l'association.

Art. 9. Le Ministre peut, à tout moment, par une décision motivée sur rapport de ses représentants, retirer l'agrément, si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

Art. 10. Les moyens nécessaires à l'accomplissement des tâches incombant au service social, qui seront confiées à l'association sans but lucratif, sont mis à la disposition de celle-ci par le Ministre;

L'exécution des tâches visées à l'alinéa 1er est confiée, sur proposition du conseil d'administration de l'association sans but lucratif, à des membres du personnel du Ministère de la Communauté française affectés ou incorporés à cette fin dans les Services du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

Les président et vice-président du conseil d'administration de l'association sans but lucratif bénéficient de plein droit, au sein du service dans lequel ils sont administrativement affectés, des dispenses de service nécessaires à l'accomplissement plein et entier de leur mandat.

Art. 11. Sans préjudice de l'article 4, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1994 portant création du service social des Services de l'Exécutif de la Communauté française et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 décembre 1991 portant création du service social du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1997.

Art. 13. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 714

[S - C - 97/29148]

13 MAART 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van de sociale dienst van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, en op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het protocol nr. 162 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 7 november 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 10 oktober 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, gegeven op 10 oktober 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid reglementaire bepalingen te treffen waarbij de sociale diensten die binnen elk van beide Ministeries van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap opgericht waren, in de mogelijkheid kunnen worden gesteld om hun structuur aan de fusie van die Ministeries, die uitwerking heeft met ingang van 1 december 1996, aan te passen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 januari 1997, met toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 24 februari 1997,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt een sociale dienst opgericht.

De sociale dienst behoort tot de bevoegdheid van de Minister van Ambtenarenzaken, hierna "de Minister" genoemd. Hij bepaalt er de organisatie en de werking van.

Art. 2. De activiteiten van de sociale dienst omvatten inzonderheid :

A) op individueel vlak :

1° de individuele hulpverlening op sociaal, psychologisch, juridisch en materieel vlak;

2° de financiële steun bij ziekte, chirurgische ingreep, kuur of plaatsing voorgeschreven om geneeskundige redenen, vooral wanneer de behandeling duur en langdurig is;

3° de bijzondere financiële steun ten gunste van niet-validen;

4° de toekenning van terugvorderbare steungelden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke toestanden;

5° de tegemoetkoming, door middel van voorschotten, bij niet-uitbetaling van verschuldigde bedragen, zoals wedde, loon, pensioen, vergoeding, toelage...;

6° de toekenning van gelegenheidsgeschenken;

7° de aansluiting bij een collectieve verzekering voor geneeskundige verzorging.

B) op collectief vlak :

- 1° de sociale raadpleging voor vragen die niet in rechtstreeks verband staan met het bestuur;
- 2° het beheer of het medebeheer van restaurants en cafeteria's;
- 3° de bevordering van activiteiten inzake cultuur, sport en vrijetijdsbesteding;
- 4° de organisatie van kinderbewaarplaatsen en vakantie;
- 5° de voorbereiding op de inruststelling van aanstaande gepensioneerden.

Art. 3. Voor zover zij geen voordelen genieten die door een andere sociale dienst worden toegekend, zijn de begunstigden van de sociale dienst :

1° de personeelsleden die, in welke hoedanigheid ook, hun diensten in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap presteren, voor zover zij sedert zes maanden ononderbroken in dienst zijn en zij hun ambt tot ten minste 50 % van de normale duur van de prestaties uitoefenen. Beide voorwaarden zijn niet vereist voor de toepassing van artikel 2, A, 5° en 7°;

2° de in ruste gestelde ambtenaren;

3° de in ruste gestelde niet-statutaire personeelsleden die hun laatste drie jaren in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap hebben gepresteerd;

4° de leden van de ministeriële kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

5° de personen die ten laste zijn van deze die vermeld zijn onder de punten 1° tot 4°, met inbegrip van de persoon met wie de begunstigde als man en vrouw leeft en van het kind dat onder hetzelfde dak woont of voor wie een onderhoud wordt verleend;

6° de weduwnaars, weduwen en, voor de perioden gedurende welke zij normaal te hunnen laste waren gebleven, de wezen van de personen die onder de punten 1° tot 4° vermeld zijn.

De begunstigden richten zich rechtstreeks tot de sociale dienst.

Op de voordracht van de raad van bestuur en na advies van de vertegenwoordigers van de Minister, kan de Regering andere categorieën begunstigden bepalen.

Art. 4. De Minister kan aan een door hem erkende vereniging zonder winstoogmerk de verrichting van alle activiteiten van de sociale dienst of van een deel ervan toevertrouwen. Te dien einde kan die vereniging worden gesubsidieerd binnen de perken van de kredieten die daartoe op de begroting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden uitgetrokken.

Zolang de Minister geen gebruik heeft gemaakt van de in lid 1 bedoelde mogelijkheid, kunnen de verenigingen zonder winstoogmerk die hetzelfde doel nastreven met toepassing van de in artikel 11 bedoelde besluiten, hun sociale activiteiten voortzetten onder de reglementaire voorwaarden die op 30 november 1996 van kracht waren.

Te dien einde kunnen de organen van de vereniging zonder winstoogmerk die erkend werd met toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van de sociale dienst van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming verder samengesteld zijn voor een deel uit personeelsleden die ressorteren onder de Bestuursdirectie voor Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en onder het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs of onder elke andere dienst die daarmee overeenstemt binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De personeelsleden die ressorteren onder de Bestuursdirectie voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en onder het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs of onder elke andere dienst die daarmee overeenstemt binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, blijven, binnen diezelfde termijn, begunstigden van dezelfde sociale dienst.

Art. 5. Om erkend te worden, moet de vereniging zonder winstoogmerk statuten krijgen die voorzien in :

1° de toelating als lid van de algemene vergadering van ten hoogste 60 personen die behoren tot de categorieën vermeld onder de punten 1° tot 2° van artikel 3, met uitsluiting van elke andere, en die gemachtigd worden voor de helft door elk van beide representatieve vakorganisaties binnen het Onderhandelingscomité van Sector XVII;

2° een maatschappelijk doel in overeenstemming met het bepaalde in artikel 2;

3° een raad van bestuur samengesteld uit ten hoogste 16 leden aangewezen voor de helft door elk van beide representatieve vakorganisaties binnen het Onderhandelingscomité van Sector XVII;

4° de aanwezigheid van twee vertegenwoordigers, aangewezen door de Minister, die van rechtswege, met raadgevende stem, de vergaderingen bijwonen van de algemene vergadering en van de raad van bestuur, wier bevoegdheden deze zijn die in artikel 8 vermeld zijn;

5° het jaarlijks overleggen van een begroting en van rekeningen in vormen die vooraf worden goedgekeurd door de vertegenwoordigers bedoeld in vorig lid, die de oorsprong en de bestemming, strikt beperkt tot het bereiken van haar maatschappelijk doel, vermelden van alle inkomsten die ter beschikking van de vereniging staan;

6° de controle op haar begroting en haar rekeningen door de vertegenwoordigers bedoeld in punt 4°;

7° het schriftelijk verslag van de maatschappelijk werker vóór elke beslissing betreffende individuele gevallen waarvan sprake in punt A van artikel 2. Dit verslag moet absoluut worden opgesteld in bewoordingen die, met het oog op de beslissing die de raad van bestuur na beraadslaging moet treffen, de anonimiteit van de aanvrager beschermen.

Art. 6. De erkende vereniging zonder winstoogmerk legt de Minister vóór 15 april van elk jaar een moreel en financieel verslag met betrekking tot het afgelopen dienstjaar voor.

Art. 7. De erkende vereniging zonder winstoogmerk moet de instemming van de Minister verkrijgen vóór de organisatie van tombola's, de verkoop van insignes of vóór elke actie die tot doel heeft uitzonderlijke geldmiddelen te verschaffen en vóór de aanvaarding van giften en legaten.

Art. 8. De activiteiten van de erkende vereniging zonder winstoogmerk worden gecontroleerd door de twee vertegenwoordigers die door de Minister worden gekozen uit de ambtenaren van de Diensten van de Regering die bekleed zijn met een graad van ten minste rang 15 of uit de leden van de Inspectie van Financiën die aan de Franse Gemeenschap verbonden zijn.

Zij zijn bevoegd voor controle en beheer, inzonderheid inzake begroting en rekeningen van de vereniging.

Onverminderd hun recht op beroep bij de Minister, mogen zij geen onderrichtingen geven en niet beletten dat regelmatig genomen beslissingen worden uitgevoerd.

Zij mogen geen lid zijn.

Zij zijn bevoegd :

1° om met raadgevende stem elke zitting van de algemene vergadering en van de raad van bestuur alsook elke door de sociale dienst georganiseerde zitting bij te wonen;

2° om de raad van bestuur of de algemene vergadering bijeen te roepen;

3° om een advies te geven over elke vraag van de Minister betreffende de werking van de sociale dienst;

4° om, bij aangetekende brief, gestuurd aan de voorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk, met een afschrift aan de ondervoorzitter, binnen vijf volle dagen na de beslissing, elke maatregel te schorsen die zij strijdig achten met het algemeen belang, de wetten, de decreten en de verordeningen, of met de statuten van de erkende vereniging zonder winstoogmerk.

De motivering wordt aan de Minister, de voorzitter en ondervoorzitter van de vereniging medegedeeld.

Indien de Minister de maatregel niet vernietigt of geen uitspraak heeft gedaan binnen veertien dagen na de kennisgeving van de schorsing, wordt de beslissing uitvoerbaar.

De vertegenwoordigers van de Minister kunnen ter plaatse kennis nemen van alle stukken met betrekking tot het beheer van de vereniging.

Art. 9. De Minister kan te allen tijde, bij een beslissing gemotiveerd op het verslag van zijn vertegenwoordigers, de erkenning intrekken, indien de vereniging zonder winstoogmerk haar verbintenissen niet nakomt of de bepalingen van dit besluit niet in acht neemt.

Art. 10. De middelen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van taken van de sociale dienst die aan de vereniging zonder winstoogmerk zullen worden toevertrouwd, worden ter beschikking van deze gesteld door de Minister.

Op voorstel van de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk, wordt de uitvoering van de taken bedoeld in lid 1 toevertrouwd aan personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die daartoe aangewezen worden voor of ingelijfd worden bij de Diensten van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De voorzitter en ondervoorzitter van de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk genieten van rechtswege, binnen de dienst waarvoor zij administratief aangewezen zijn, de vrijstellingen van dienst die noodzakelijk zijn voor de volle uitoefening van hun mandaat.

Art. 11. Onverminderd artikel 4, worden het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984 houdende oprichting van de sociale dienst bij de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 december 1991 houdende oprichting van de sociale dienst van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 13. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 maart 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 715

(C - 97/27185)

20 MARS 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration ou de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 74 du Code du Logement, modifié par le décret du 1^{er} décembre 1988 et le décret du 19 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er} modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que tout retard dans l'approbation du cadre réglementaire par le Gouvernement wallon compromettrait la libération des crédits nécessaires à la mise en œuvre des projets;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° Administration : la Division du Logement du Ministère de la Région Wallonne;